

## Réponse d'InfraNum à la consultation publique de l'ARCEP



Consultation publique sur l'encadrement tarifaire  
de l'accès à la boucle locale cuivre

27 janvier 2023

La fédération InfraNum, fondée en 2012 pour structurer la filière industrielle et contribuer au développement des infrastructures numériques, regroupe aujourd'hui 230 membres et accompagne la transformation numérique des territoires. Forte de son expérience et de sa représentativité au sein de la filière des infrastructures numériques, InfraNum est le porte-parole des activités de ses membres représentant l'ensemble de l'écosystème : opérateurs d'infrastructure fixe et mobile, opérateurs commerciaux, constructeurs, intégrateurs, équipementiers, bureaux d'études et les centres de formation. Elle porte auprès des pouvoirs publics les positions communes préalablement établies au sein de commissions thématiques et validées par son conseil d'administration.

Dans le cadre de la réponse à la consultation « encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre : modification de la décision n° 2020-1493 » du 16 décembre 2022, InfraNum a mobilisé l'ensemble des membres de la commission régulation-réglementation.

## **Contexte**

L'accès à la boucle locale cuivre joue un rôle décisif pour la concurrence : le dégroupage de la boucle locale est, encore aujourd'hui, une composante essentielle du marché des télécommunications tant pour le grand public que pour les professionnels. En attendant la fermeture technique du réseau cuivre d'Orange et le passage des abonnés à la fibre, l'accès à la boucle locale cuivre doit être garanti dans des conditions techniques mais également économiques objectives et raisonnables pour l'ensemble des acteurs de la filière.

La décision n°2020-1493 détaille l'encadrement tarifaire de 2021 à 2023 : le plafond tarifaire mensuel applicable sur cette période était de 9,65€ pour le dégroupage total et de façon échelonnée, de 13,13€, 13,37€, puis 13,53€ pour le bitstream composante accès. Ces tarifs prennent en compte une projection des tarifs de l'IFER.

En décembre 2017, l'Assemblée nationale a en effet voté l'élargissement de l'assiette de l'IFER aux réseaux de communications électroniques en fibre optique et en câble coaxial (article 1599 quater B du code général des impôts). Ainsi, l'article 1635-0 quinquies du Code général des impôts, qui dispose que les montants et tarifs de l'IFER sont revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel, s'applique aux réseaux cuivre. Compte tenu notamment du mécanisme de calcul de l'IFER, cette dernière augmente fortement d'année en année du fait de la migration vers la fibre et du vidage du réseau cuivre. Cette augmentation devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2025.

L'évolution réelle et les nouvelles projections de l'évolution - à la hausse - des montants du barème de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) relative aux réseaux de télécommunications en 2023 conduit aujourd'hui le régulateur à interroger la pertinence d'une hausse en conséquence des plafonds tarifaires de l'accès à la boucle locale cuivre.

## **Toutes les évolutions fiscales doivent être prises en compte par la régulation**

L'IFER s'applique aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, et dépend du nombre de lignes en service par répartiteur. Cette taxe est perçue par la filière comme un coût, supporté par les opérateurs, qui est mécaniquement pris en compte pour établir le plafond tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre.

InfraNum considère que l'augmentation du tarif du dégroupage cuivre est cohérente puisque liée à l'augmentation de la fiscalité. La fédération ne s'oppose ainsi pas aux évolutions prévues par le document soumis à consultation. Cette logique doit également guider le régulateur sur l'ensemble des tarifs réglementés : il est en effet essentiel que toute augmentation de la fiscalité puisse être répercutée via les tarifs d'accès des opérateurs d'infrastructure.

## **Une fiscalité trop lourde fragilise les engagements d'investissements**

InfraNum saisit l'opportunité de cette consultation publique pour s'interroger sur l'évolution récente de l'IFER et de ses répercussions sur la filière. En effet, l'augmentation de l'IFER, et plus largement de la fiscalité, fragilise les engagements d'investissements et impacte l'équilibre financier des projets d'aménagement numérique.

En effet, l'IFER qui s'appliquait auparavant uniquement aux réseaux cuivre et mobile, a été étendue aux réseaux filaires très haut débit par l'article 49 de la loi de finances rectificative pour 2017. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de revenir sur les modalités de son calcul qui, dans sa définition actuelle, fait peser un risque sur le rythme de migration des lignes cuivre vers la fibre. InfraNum souhaite restreindre les biais de cette taxe dont la hausse s'effectue au détriment du marché.

Le rythme de migration actuel va engendrer une hausse significative du montant de l'IFER et ce, au préjudice de l'adoption de la fibre optique. Ainsi, l'augmentation inévitable du montant unitaire de la taxe se traduirait par une pénalité à l'investissement pourtant essentiel pour achever le plan France Très Haut Débit.

InfraNum attire l'attention du régulateur sur la prise en compte de ces éléments, et appelle à un travail commun avec les pouvoirs publics pour limiter les effets de bord induit par les modalités de calcul du montant de cette taxe.